



« Pas du tout démocratique » : en Anjou, l'arrêt des aides de la Région à la culture ne passe pas

La méthode et les conséquences du désengagement de la présidente de la Région, Christelle Morançais, sont vivement contestées par des structures artistiques et sociales majeures du Maine-et-Loire parmi lesquelles le Centre national dramatique (CDN), Le Quai et le Centre national de danse contemporaine.

Le Courrier de l'Ouest
Marie-Jeanne LE ROUX.
Publié le 06/12/2024 à 20h42



Angers, vendredi 6 décembre 2024. Marcial Di Fonzo Bo, Jacques Peigné (CDN Le Quai), Aurélie Fournier (Planning familial), Julien Fagault (CGT Mission Locale), Marion Colléter (Syndecac - Cndc). | CO

Au lendemain de leurs conseils administratifs respectifs et de [l'interview de Christelle Morançais dans nos colonnes](#), le Centre national dramatique (CDN), Le Quai et le Centre national de danse contemporaine (Cndc) réagissent aux coupes drastiques annoncées par la présidente de la Région, Christelle Morançais, accompagnés de la mission locale et du Planning familial.

« On va être à -3 000 € »

« Nous avons appris officiellement l'arrêt du soutien de la Région dès 2025 une demi-heure avant la présentation de notre budget à notre conseil d'administration », raconte Marion Colléter, directrice adjointe du Cndc et membre du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Sydeac). Pour sa structure, le manque à gagner est de 123 500 € de fonctionnement et 5000 à 10 000 € pour des projets avec des compagnies en région : « Notre budget prévisionnel 2025 tablé sur 127 000 € de disponibilité artistique (reste disponible après les charges). On va finalement être à moins 3 000 €. »

Au CDN, l'équation est la même, un retrait de 200 000 € représente 25 % du budget une fois les charges de fonctionnement payées. « C'est une décision qu'elle dit définitive dans l'interview alors que le débat avec les élus n'a pas eu lieu et que les autres collectivités avec lesquelles la région travaille sont mises devant le fait accompli », s'étonne Marcial Di Fonzo Bo, directeur du théâtre Le Quai. « On aurait pu partager le fait qu'on traverse une période difficile. Chercher des solutions ensemble. C'est quand même de l'argent public dont il s'agit. Ce ne peut pas être un choix individuel. »

Les deux structures culturelles sont aux côtés du planning familial et des missions locales pour dire que leur travail s'adresse aussi aux lycéens, compétence de la Région. « Nous avons vendu cette année 4 800 places à 8 € pour des lycéens et proposé 117 heures d'intervention en lycée. On ne va pas arrêter d'aller chercher ce public parce que la Région ne nous soutient plus ! » assure Jacques Peigné, directeur adjoint du CDN.

Le Planning familial s'adresse aussi aux jeunes auprès desquels il fait de l'éducation et de la prévention : « On devra payer le coût de la prévention qui ne pourra pas être faite », s'alarme Aurélie Fournier, bénévole. Tout comme les missions locales qui ne sont pas des supplétifs de France travail : « Avant même de parler emploi, nous faisons un accompagnement global des jeunes qui affrontent de multiples problèmes », explique Julien Fagault de la CGT. « Dire qu'on peut-être dans France travail est méconnaître notre rôle. C'est un modèle de société que Christelle Morançais remet en cause. Or plus on investit dans la jeunesse, moins on aura à le faire quand ces personnes en difficulté seront adultes. »

Comme les entreprises privées qui signent des contrats pluriannuels, la Région signe des conventions avec ses partenaires. Certaines pour un an, d'autres pour plusieurs années. Les coupes annoncées remettent en cause ces engagements sur le moyen terme, bâtis avec le Département, les villes... Et des structures qui ont besoin de visibilité : « Au Planning familial nous venions de signer une convention sur la promotion de la santé pour quatre ans mais la Région la supprime. La parole de la Région ne vaut rien ? » interroge Aurélie Fournier.

« Aucune région ne fait des choses aussi drastiques. L'argumentaire simplement économique ne tient pas. Nous espérons que les gens vont réagir à cette méthode qui n'est pas du tout démocratique », dénonce Marion Colléter. « On aurait pu passer cette tempête ensemble. Là ce sont des endroits de l'entraide et du collectif qui sont attaqués. »